Licence singapourienne d'établissement de paiement majeur pour les services DPT

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La feuille de route relative à la licence d'établissement de paiement majeur (major payment institution, MPI) part de l'hypothèse d'une société singapourienne qui sollicite une licence pour fournir des services portant sur des digital payment tokens (DPT, « jetons de paiement numériques »), avec une clientèle de détail et institutionnelle et une société mère en Suisse. La procédure se déroule par le portail en ligne de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), dont la norme de service publiée prévoit une décision dans les six mois suivant le dépôt d'une demande complète. L'expérience depuis 2020 montre que douze à dix-huit mois sont plus courants pour les demandeurs DPT, car la MAS pose plusieurs séries de questions successives et de nombreux demandeurs déposent une documentation incomplète en matière de LBC/FT et de technologie.[1]

Phase	Contenu	Durée	Émoluments officiels	Frais de conseil et de révision
1				

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Phase	Contenu	Durée	Émoluments officiels	Frais de conseil et de révision
	Constitution, administrateur résident, bureau, compte bancaire	4–8 semaines	Constitution auprès de l'ACRA : 315 S$	3 000–8 000 S$, plus les honoraires d'un nominee director le cas échéant
2	Réunion préalable avec le Payments Department de la MAS (facultative mais recommandée)	2–4 semaines pour l'organiser	Aucun	5 000–15 000 S$
3	Dossier de demande : plan d'affaires, dispositif LBC/FT, gestion des risques technologiques (TRM), conservation et protection des avoirs, protection des consommateurs, gouvernance	10–20 semaines	Aucun	80 000–200 000 S$
4	Capital et dépôt de garantie	Avant l'octroi de la licence	Capital de base de 250 000 S$; dépôt de garantie de 100 000 S$ ou 200 000 S$ selon le volume	—
5	Examen par la MAS, séries de questions, entretiens	9–18 mois	Droit de dépôt de 1 000 S$ par service de paiement (indicatif)	30 000–80 000 S$ pour les réponses et la préparation des entretiens
6	Accord de principe et conditions ; octroi de la licence	1–3 mois	Redevance annuelle de licence de 10 000 S$ pour le service DPT (indicatif)	—

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Phase	Contenu	Durée	Émoluments officiels	Frais de conseil et de révision
7	Première année : audit annuel selon PSN02 et les Payment Services Regulations, compliance officer, audit TRM	Continu	Redevance annuelle	Audit de 40 000–100 000 S$; personnel de compliance

Trois caractéristiques distinguent la procédure singapourienne de la procédure suisse. La MAS s'entretient avec les administrateurs et le compliance officer et vérifie personnellement leur compréhension du dispositif LBC/FT. Elle attend du compliance officer qu'il réside à Singapour et soit salarié, ce qui signifie des salaires à verser avant tout chiffre d'affaires. Enfin, la MAS a refusé ou renvoyé la majorité des demandes DPT déposées depuis 2020. Le budget doit donc prévoir l'éventualité d'une seconde tentative ou d'un retrait suivi d'un nouveau dépôt.[2]

Perspective singapourienne

Lors de la réunion préalable, on vous demandera pourquoi Singapour. La MAS veut entendre une raison commerciale liée à une clientèle asiatique, à des contreparties institutionnelles asiatiques ou à des talents basés à Singapour. « Parce que Singapour est une bonne juridiction » est la réponse qui mène à une procédure lente. Un groupe dont la clientèle se trouve en Europe doit s'attendre à ce que la MAS demande pourquoi l'entité suisse ne la sert pas et si la licence singapourienne est recherchée pour son seul nom.

Notes

1. Payment Services Act 2019, section 6 et section 9 ; Payment Services Regulations 2019, Part 2 (demande) et First Schedule (émoluments) ; MAS, Guidelines on Licensing for Payment Service Providers, PS-G01 ; voir partie K, chapitres II et X. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Les statistiques publiées par la MAS sur les demandes au titre du PSA et le nombre de titulaires d'une licence DPT sont examinées dans la partie K, chapitre II, et la partie I, chapitre IV. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com